

CIBLE

Léotard

Pauvre Jacques Chirac ! A peine les remous provoqués par Michel Noir étaient-ils apaisés qu'une nouvelle crise secouait son gouvernement et sa majorité.

Sur le fond, il n'y a pas de comparaison à établir entre l'affaire Noir et l'affaire Léotard. Le ministre du Commerce extérieur a exprimé un choix éthique et politique, dans la fidélité au gaullisme et, par conséquent, aux institutions. Ce qui frappe au contraire chez François Léotard c'est la grossièreté de sa provocation et l'absence de sens de l'Etat qu'il manifeste.

Le ministre de la Culture ne conçoit pas ses fonctions comme un service du bien commun, mais les utilise pour une action de pure propagande. Et il exprime un incroyable mépris de la solidarité gouvernementale lorsqu'il annonce qu'il fera campagne pour Raymond Barre ou pour lui-même, c'est-à-dire contre son Premier ministre.

M. Léotard donne une image désastreuse de l'esprit partisan et de l'ambition personnelle. N'en doutons pas: c'est à Le Pen que son attitude profitera.

Évolution

Pour un roi arbitre



Guadeloupe

Une île à la dérive ?

p. 3

Nation

Entretien avec B. Barret-Kriegel

p. 6-7

M 2242 - 473 - 10,00 F



3792242010004 04730

Prince

Discours pour le millénaire

Les interventions publiques du Prince se sont multipliées au mois de mai et, faute de place pour les reproduire dans leur intégralité, nous nous contenterons de citer quelques passages significatifs, en espérant voir ces textes publiés dans un recueil.

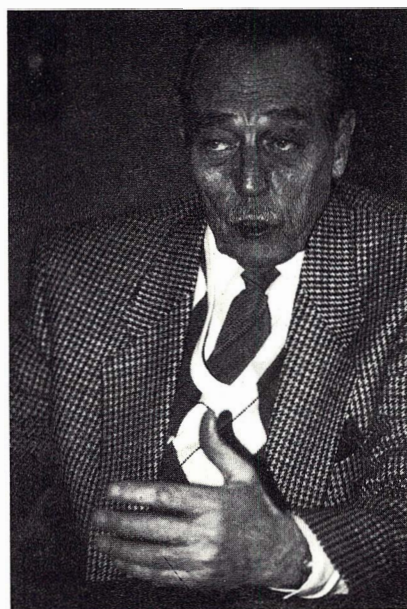
Après le Cercle Richelieu et l'Américan Club de Paris, le comte de Paris a été reçu par le club « Notre Présence ». Après avoir rendu hommage à M. Léo Hamon, animateur de ce débat, le Prince, qui traitait de la signification du Millénaire, a mis en garde contre les pièges que nous tend le passé. « Ainsi, a-t-il déclaré, notre relation à l'histoire peut être vécue sur le mode de la nostalgie. Le Millénaire serait une pensée du soir, un dernier regard sur le soleil couchant, des larmes versées sur notre irrémédiable déclin. Dans un livre récent, j'ai longuement dénoncé cette idée de la décadence, qui embellit le passé et le transforme en âge d'or pour mieux faire ressortir la noirceur du présent. Par rapport à la monarchie capétienne, il y a un royalisme de cimetière qui ne cesse de fleurir les tombes et en creuse aujourd'hui de nouvelles en faisant les yeux doux à un prince complètement étranger à notre tradition nationale. Il y a

A l'occasion du Millénaire, le comte de Paris a présidé plusieurs colloques et répondu à l'invitation de nombreuses associations.

de même un patriotisme de nécropole, qui glorifie la France passée pour mieux l'ensevelir. Ces attitudes feraient sourire si elles ne sortaient pas du domaine littéraire, ou des veillées folkloriques auxquelles nous avons pris goût. L'inquiétant est qu'elles cherchent à influencer notre vie politique.

Il y a d'autres dangers, plus pressants encore. L'appel des siècles peut faire naître un désir de recréer le passé, de revenir effectivement à la pureté prétendue de l'origine, de nier le mouvement de l'histoire en la figeant dans une de ses époques (...). Cette volonté d'enfermement de la France dans un passé soigneusement idéalisé peut prendre des formes dérisoires. Cette réaction radicale peut aussi prendre un tour subversif et tragique, comme l'a montré l'expérience totalitaire de l'Allemagne national-socialiste.

On sait que le mythe de la pureté originelle y engendra le génocide planifié. On vit le culte des forces du sol et du sang, l'apologie de l'ordre, du pouvoir et de la communauté aboutir à une anar-



chie sanglante qui détruisit l'Etat, les communautés vivantes et la nation qu'on prétendait sauver ou restaurer.

Après avoir rappelé les grandes lignes du projet capétien, le comte de Paris a insisté sur les éléments d'unité que fait ressortir la célébration du Millénaire. Le général de Gaulle

a réalisé une première synthèse entre la tradition monarchique et la tradition républicaine et sa disparition « n'a pas mis un terme à cette ambition. La réconciliation de la France avec elle-même demeure souhaitable, si possible. Le Millénaire nous fait signe en ce sens: il dit la force de notre unité, malgré nos passions contraires, la continuité de notre projet, malgré les autres rêves que nous avons pu faire, et la solidité du lien qui unit notre passé, notre présent et notre avenir ».

De très nombreuses questions ont permis au Prince de préciser son analyse des questions politiques actuelles. Une soirée réussie.

Le 2 juin, le Prince présida une importante manifestation organisée à l'initiative de étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Animée par Ivan Levaï, ce colloque rassemblait André Fontaine, directeur du « Monde », l'historien Georges Bordonove, l'ancien ministre Georges Dufoix, François d'Aubertin, député UDF et Bertrand Renouvin. Nous en rendrons compte d'une manière détaillée dans le prochain numéro du « Royaliste ».

J. E.

royaliste

SOMMAIRE : p.2: Discours pour le millénaire - p.3: L'économie guadeloupéenne - p.4: Les nouveaux Français - Indicateurs au rouge - p.5: La guerre sur mer - p.6-7: Entretien avec Barret-Kriegel - p.8: Résistances à la Révolution - p.9: Walesa, mémoires d'espoir - p.10: La république des esprits - En lice ! - p.12: Une présidence plus arbitrale
 REDACTION - ADMINISTRATION
 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
 Tel. : (1)42.97.42.57
 Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
 Comm.Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
 Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

D.O.M.

L'économie guadeloupéenne

Possession française depuis le XVII^e siècle, la Guadeloupe a accédé au statut de département d'Outre-Mer en 1946. Avec ses dépendances (Marie-Galante, La Désirade, Les Saintes) elle couvre 1780 km² et abrite une population comparable à celle de la Martinique, soit 337.000 habitants. L'économie, si l'on excepte l'apport de la métropole, repose principalement sur deux piliers: celui de la canne à sucre et du rhum d'une part, et celui de la banane de l'autre part.

Après l'année catastrophe de 1984, on a enregistré une progression de la production sucrière: 531.393 tonnes de cannes broyées en 1985 contre 465.279 l'année précédente. Le plan Mauroy de 1983 a donc commencé à produire des effets; mais il faut noter que trois des quatre usines productrices enregistrent néanmoins des pertes à l'exploitation importantes, ce qui ne laisse pas d'inquiéter pour une activité qui couvre 50% des terres cultivées. La production de bananes représente, quant à elle, 50% de la valeur des exportations agricoles, comme celle du rhum qui se heurte à une législation européenne peu favorable *, l'exportation de bananes est victime d'une lacune dans les textes réservant le marché français aux fruits de la zone franc: les mûrisseurs peuvent acheter des bananes en provenance d'Amérique latine dans les ports de la C.E.E.

LA SOLLICITUDE DES GOUVERNEMENTS

En 1986, les allègements fiscaux décidés par le gouvernement ont produit des effets bénéfiques grâce, notamment, à l'installation d'un magasin franc dans le port autonome de Jarry, à Pointe-à-Pitre. Par comparaison avec

La Guadeloupe, tout comme sa voisine la Martinique *, se porte plutôt mieux que bien des îles des Antilles qui ont accédé à l'indépendance. Pourtant l'avenir est inquiétant à l'horizon des années 1990.

les autres Antilles, l'île peut paraître prospère: en 1983, le Produit Intérieur Brut Moyen Annuel par Habitant était de 25.840 F, alors qu'il ne s'élevait qu'à 22.020 à Porto-Rico, associé aux Etats-Unis, pour ne pas parler des îles indépendantes. Pourtant les Guadeloupéens, qui ont le sentiment d'appartenir à la communauté française, sont surtout sensibles aux inégalités par rapport à la métropole. Ce même P.I.B. par habitant, bien qu'en constante progression, ne représente que 35% de celui de leurs concitoyens de la métropole... Cela malgré des transferts publics au profit de la Guadeloupe qui ont atteint 4.298 millions de francs en 1985.

L'HORIZON 1990

Une des premières marques du sous-développement économique est l'émigration vers la métropole qui, bien que ralentie depuis 1980,

demeure importante. Une autre est l'hypertrophie du secteur tertiaire (73,7% de la valeur ajoutée et, à l'intérieur de celui-ci, du secteur public avec 32%). Ce sont les administrations qui, par les salaires et les prestations sociales versées ou les achats qu'elles opèrent, constitue le véritable moteur de l'activité. Ce constat est confirmé par la dégradation constante du taux de couverture des importations par les exportations: de 28% en 1976, il est tombé à 12% en 1985. Cette même année, les importations en valeur représentaient 5.745 millions de francs, contre 669 millions de francs pour les exportations. Inutile de préciser que les unes comme les autres s'effectuent, pour l'essentiel, avec la France métropolitaine.

Avec 25.000 demandeurs d'emploi, le taux de chômage demeure à un niveau très élevé depuis plusieurs années: 25% en 1982, 27% en 1985. Or, compte

■ *Les attelages d'autrefois pendant la récolte de canne en Grande Terre.*



■ *La Chambre de commerce de Pointe-à-Pitre.*

tenu de la pyramide des âges, la Guadeloupe - comme la Martinique ou la Réunion - doit faire face jusqu'en 1990, à l'arrivée sur le marché du travail des générations les plus nombreuses: entre 9000 et 10.000 personnes par an. Et l'impression d'être rejeté que suscite le chômage ne peut, en l'espèce, que remettre en cause un sentiment d'appartenance à la Communauté française qui - bien que largement partagé dans la population - semble s'opposer au désir de beaucoup de faire reconnaître leur spécificité culturelle. La présence de Mme Michaux-Chevry à Paris est-elle pour les Antillais la meilleure garantie que ce problème - à terme explosif - sera bien compris par le gouvernement français ?

Alain SOLARI

* cf l'article de F. Gerlotto sur la « morosité martiniquaise » - « Royaliste » n° 467.

Colloque

Les nouveaux Français

Un colloque européen organisé par l'association « France Plus » a permis de mettre en valeur la place et le rôle des Français issus de l'immigration.

France Plus est une association fondée en 1985 par de jeunes Français d'origine étrangère qui entendent lutter contre l'exclusion politique et culturelle de la communauté issue de l'immigration. Le colloque organisé à Paris les 26 et 27 mai a rassemblé des personnalités politiques, des journalistes, des chercheurs et nombre de responsables d'associations qui ont débattu, avec un sérieux qui n'excluait pas la passion, de l'avenir de la « deuxième génération ».

On sait que les difficultés de cette communauté sont nombreuses. Exposée à la xénophobie et au racisme, victime de la chasse au faciès et de la présentation maladroite ou malveillante des médias, elle est menacée par la réforme du code de la nationalité et ses membres se sentent quotidiennement victimes d'une exclusion multiforme. En outre, elle a du mal à se définir elle-même et une partie des débats de la première matinée a porté sur des questions de dénomination. En effet, il ne s'agit pas à proprement parler d'une deuxième génération d'immigrés comme l'a très justement souligné Pierre Mauroy, ni seulement d'une communauté franco-maghrébine puisqu'elle est aussi constituée de fils et de filles d'immigrés venus de pays européens.

Après un premier débat entre le public et des représentants de la classe politique (Pierre Mauroy, Georgina Dufoix, Michel Hannoun du RPR, François Bayrou du CDS) des représentants de la presse (parmi lesquels notre directeur politique) se sont expliqués sur leur manière, parfois discutable, de présenter l'immigration et



■ Souvent victimes de la chasse au faciès.

ceux qui en sont issus. Un très intéressant débat sur la question de la nationalité en France et en Europe a conclu cette première partie consacrée à l'état de la question.

La seconde partie du colloque a mis en évidence les apports multiples de la « deuxième génération » dans le domaine politique et dans l'économie du pays, grâce aux témoignages d'élus, d'entrepreneurs et d'animateurs appartenant à cette communauté très vivante et bien décidée à relever le défi qui lui est lancé. Nous attendons la publication des actes de ce remarquable colloque pour pouvoir en rendre compte plus complètement

Yves LANDEVENNEC

Economie

Indicateurs au rouge

Quand on observe les indicateurs économiques publiés chaque mois par l'INSEE, on constate une assez nette et constante dégradation de la situation économique de la France.

Le plus inquiétant en avril fut le résultat du commerce extérieur. Notre taux de couverture des importations par les exportations a atteint 96,7% pour les quatre premiers mois de 1987, contre 99,8% pour les premiers mois de 1986. On sait que des pans entiers de notre industrie ne sont plus compétitifs et que ce recul est, entre autres, la conséquence de la politique de désinvestissement industriel menée sous le septennat de Giscard d'Estaing, que n'ont pas rattrapée des investissements parfois massifs, mais menés à mauvais escient, dans les années suivantes (électronique par exemple). Plus nouveau, le recul de 3,3% de notre excédent agro-alimentaire est d'autant plus préoccupant qu'il est dû non seulement à une baisse de nos exportations mais aussi à une augmentation de nos importations en provenance de la CEE.

Pour ce qui est de l'inflation, les derniers résultats laissent envisager un léger redémarrage de la hausse des prix (2,4% l'an passé). Enfin, pour ce qui concerne le chômage, il faut

souligner deux choses. Tout d'abord, en avril, si l'on constate une diminution des demandes d'emplois non satisfaites de l'ordre de 1%, les offres d'emploi sont tombées de 37.100 à 36.500. Or ce critère est davantage révélateur de la santé économique d'un pays que celui des demandes. Pour être tout à fait juste, il faut ajouter que le nombre d'emplois offerts a augmenté de 21,3% par rapport à avril 1986. Ce résultat serait encourageant s'il ne provenait pas d'une politique sociale qui recherche avant tout des effets immédiats et délaisse par trop le long terme.

Quand donc Edouard Balladur prendra-t-il en compte ces signes manifestes d'échec pour changer sa direction ? Il est vrai que l'expérience des deux tentatives malheureuses de relance de 1974 et 1981 doit inciter à la prudence. Mais une politique qui ne reconnaît pas que la croissance est le point de passage obligé du succès nous mènerait tout droit à la catastrophe.

Patrice LE ROUX

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Golfe

La guerre sur mer

Une des grandes idées américaine, dans la perspective de l'impossibilité d'une guerre nucléaire en Europe comme d'un affrontement direct américano-soviétique, est le renforcement de la puissance conventionnelle, spécialement à la périphérie. La double option porte au centre de l'Europe et vers le phénomène vers ses marges arctique et méditerranéenne, ainsi que, au plan mondial, vers le Pacifique. Ces espaces sont maritimes. Les Etats-Unis ont donc engagé, dès la dernière année de la présidence Carter, un programme naval d'envergure destiné à contrôler le renforcement de la puissance navale soviétique et à bloquer celle-ci dans ses ports. En cas de guerre conventionnelle en effet, les deux océans, l'Atlantique afin de venir en aide à l'Europe, Pacifique pour rallier l'anneau d'îles entourant l'Asie, doivent être libres de sous-marins soviétiques pour pouvoir acheminer les convois. Le schéma est peut-être en retard d'une guerre. Si l'on imagine un D-Day (Jour-J), est-ce parce que l'on évoque un nouveau Pearl-Harbor et des avions Kamikaze sous le signe cette fois non du Soleil levant mais du Croissant vert ?

Il demeure que les Etats-Unis sont dans la situation géopolitique de l'île face au continent euro-asiatique. Puissance maritime, elle doit pour survivre dominer les mers. Si elle domine les mers, elle n'empêchera peut-être pas toute invasion (type Afghanistan) mais il est sûr que elle ne domine pas les mers, elle est condamnée à terme.

La domination des mers, à notre ère de haute technologie mais aussi de technologie banalisée où 35 pays peuvent se fournir en Exocet, est une ambition illimitée. On vient de le vérifier dans le

Il a suffi d'un missile Exocet sur la frégate « Stark » pour remettre en cause non seulement la politique américaine dans le Golfe mais la stratégie générale de défense des Etats-Unis dans le monde à travers sa marine.



Golfe. Les navires de surface, tout perfectionnés qu'ils soient, servent de cibles dès qu'ils sont dépourvus de protection aérienne. Or qui dit protection aérienne dit soit bases terrestres à proximité, soit porte-avions. Une base terrestre dans un pays indépendant pose un problème politique. On comprend que nombreux sont ceux qui s'y refusent. Un porte-avion amarré en permanence suppose, pour des raisons techniques, l'immobilisation de trois porte-avions. Pour contrôler le golfe, il en faudrait deux, donc six,

soit la moitié de la flotte américaine en porte-avions !

Des choix s'imposent donc. Les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre à la fois une stratégie navale anti-continentale et une politique du pavillon tous azimuts. La fameuse règle que s'imposait l'Angleterre impériale, dite des 2 et demi (deux fois et demie la taille de la flotte dont le tonnage était immédiatement inférieure à la sienne) est hors d'atteinte de Washington. Dans ces conditions, ou bien, comme dans l'entre-deux guerres où les Etats-Unis s'en

firent les champions, un désarmement naval doit suivre les autres négociations sur le désarmement - curieusement, personne ne songe même à l'évoquer - ou bien les Américains doivent trouver d'autres formules pour protéger leurs intérêts dans les diverses parties du monde, y compris dans le Golfe. Il n'est pas possible de mener simultanément un désarmement au centre de l'Europe et un redéploiement de la flotte de l'Atlantique nord ou de la Méditerranée vers le Golfe. On doit logiquement en conclure que, dans les circonstances présentes et compte tenu de la stratégie américaine, le conflit du Golfe prend une valeur de diversion qui joue en faveur de l'Union soviétique. Imaginons que l'URSS saisisse l'occasion pour un coup de semonce naval...! Faute d'avoir voulu choisir, l'Amérique risque de se retrouver assise entre deux chaises

L'ironie est qu'il ait fallu un missile français lancé par un Irakien pour que Washington s'en prenne aux Iraniens armés de missiles chinois (portant le nom très poétique de « vers de soie »). L'ironie est encore que ce soient les pays les moins dépendants du Golfe pour leur consommation d'énergie qui apparaissent comme les plus concernés: les Etats-Unis qui n'importent par le Golfe que moins de 6% de leur pétrole et la France environ 6,5% de sa consommation d'énergie (15% de son pétrole). Le Japon est le plus dépendant: 60% de son pétrole; ses navires de guerre ne peuvent constitutionnellement s'éloigner de plus de mille miles nautiques de ses côtes ! Est-ce pour cette raison que les Japonais entretiennent les meilleures relations avec l'Iran ?

Yves LA MARCK

Blandine Barret-Kriegel :

«C'est autour de la C que s'est faite l'unit

Blandine Barret-Kriegel est une historienne du droit réputée. Chargée de recherches au CNRS, maître de conférences à l'Institut d'Etudes politiques de Paris, elle a publié en 1979 «L'Etat et les Esclaves» et en 1986 «Les Chemins de l'Etat». Elle est en outre l'auteur d'un rapport au Président de la République sur le rôle de l'Etat.



Blandine Barret-Kriegel, qui a déjà accordé un entretien à notre revue «Cité», a accepté de répondre aux questions de «Royaliste» sur la manière dont était conçue et vécue l'appartenance nationale dans l'ancienne France.

Royaliste: La France est une nation aujourd'hui millénaire. Comment s'est formé le sentiment de l'unité de la nation française ?

Blandine Barret-Kriegel: Il faut en effet parler de la formation du sentiment national, et non de l'émergence de l'idée de nation. Cela pour une simple question de vocabulaire. Sous l'Ancien Régime, la nation ne figure pas parmi les entités juridico-politiques répertoriées: on distingue l'empire et les royaumes, le royaume et la féodalité. Le mot de nation, lorsqu'il est utilisé, n'a pas le sens que nous lui donnons aujourd'hui. Par exemple, dans la Sorbonne du 13ème siècle, la faculté des Arts était organisée en nations (picarde, française, anglaise, normande) qui correspondaient à des provinces, et c'est bien ce que le mot évoquait autrefois.

Encore à la fin du Moyen-Age, le sentiment d'appartenance se porte davantage sur une unité de type féodal que sur unité de type national. On est Bourguignon avant d'appartenir au Saint Empire ou au Royaume de France, on est Breton avant d'être Français, même après le traité d'union. Un historien anglais, Joseph Strager, a très justement écrit que, sur l'échelle des identités, un individu se sentait par exemple d'abord chrétien, ensuite

bourguignon et enfin, peut-être, français.

Quant à la formation du sentiment d'unité nationale, elle s'est faite autour de la Couronne, comme le montre Colette Beaune: appartenir à la France c'est d'abord être un sujet du roi. Toute la symbolique du sentiment national est monarchique et royale: c'est celle du sacre, des fleurs de lys, de saint Denis et de saint Michel, du jardin de France, et ce n'est pas par hasard qu'on retrouve toute cette symbolique dans la première grande incarnation populaire du sentiment national qu'est Jeanne d'Arc. Tel est le premier aspect de ce sentiment d'appartenance nationale, qui est lié au royaume et à la personne du roi.

Le deuxième aspect de ce sentiment, c'est qu'il est principalement juridique. C'est l'Etat qui, en France, a fabriqué la nation et, plus précisément, ce sont les légistes qui ont inauguré le droit politique moderne. Ce droit politique a été fait pour contrecarrer les menaces que l'Empire et la Papauté faisaient peser sur l'indépendance du pays. Ainsi, les légistes de Philippe le Bel ont rejeté la suprématie de l'Empire en proclamant que le roi de France était empereur en son royaume, et ceux de Charles



■ Le sacre du roi fait partie de la symbolique

VI ont insisté sur les libertés de l'Eglise gallicane qui, en donnant son indépendance à l'Eglise de France, dégagent la nation française de son assujettissement à la Papauté. Jean de Terre Vermeille, légiste de Charles VII, par sa théorie fondamentale des principes de dévolution de la couronne, soumet l'Etat à la loi, institue un principe de légalité. Plus tard, sous Henri III, Jean Bodin complètera cet effort en élaborant sa théorie de la souveraineté.

Royaliste: La bataille de Bouvines représente-t-elle un moment décisif dans la formation du sentiment national ?

B. Barret-Kriegel: C'est un moment extrêmement important car l'identité nationale est demeurée floue tant que le processus d'unification n'a pas été accompli. Dans le système féodal, l'identité était fondée sur le droit du sol: tout homme qui était installé sur le territoire d'un suzerain était sous la tutelle de celui-ci, et changeait d'identité en même temps que de suzerain.

ironne nationale»



iment national.

gré des conquêtes, des mariages, des alliances. Le royaume a détruit cette identité féodale, de même qu'il a distendu le lien avec la chrétienté au début des temps modernes.

Royaliste: Quel est le rôle de la langue française dans l'affirmation du sentiment national ?

B. Barret-Kriegel: La langue française est une création de la monarchie: à partir de l'édit de Villers-Cotterêt, sous François Ier, les actes administratifs doivent être rédigés obligatoirement en français, et l'Académie française est chargée d'épurer la langue. A la différence de l'Allemagne, la langue française vient en second. C'est l'Etat qui a unifié et affiné notre langue.

Royaliste: Comment et quand se constitue l'idée moderne de la nation ?

B. Barret-Kriegel: A l'époque monarchique, nous constatons que la France est

incarnée par son Etat. Les choses changent au 18^{ème} siècle, comme on le voit dans le pamphlet de Sieyès «Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?»: la nation y est regardée comme la totalité des citoyens (à l'exception des privilégiés) qui contractent sur le territoire de la France pour former une unité politique. C'est déjà la conception moderne selon laquelle la nation est une nature et une histoire. «*La nature se forme par le seul droit naturel*», dit Sieyès qui ajoute: «*Une nation ne sort jamais de l'état de nature*», et «*Où prendre la Nation ? Où elle est. Dans les quarante mille paroisses qui embrassent tout le territoire, tous les habitants*». Mais nous avons oublié que cette idée de la nation telle qu'elle se forme à partir du XVIII^{ème} siècle pour aboutir au fameux cri de «*Vive la Nation !*» lancé à Valmy et à la fête de la Fédération, a été l'objet de violents débats. En fait, il n'y a pas eu de consensus national sur l'idée de nation. Le conflit a porté sur les origines historiques de la nation française, et a opposé les «germanistes» aux «romanistes». Les germanistes, dont l'expression la plus brillante a été Boulainvilliers, représentaient le parti aristocratique: pour eux, la nation française est le résultat de la conquête accomplie par les Germains, par les Francs, qui ont soumis les gallo-romains. Les descendants des conquérants germaniques trouvaient dans cette thèse la justification de leurs privilèges. A l'opposé, les romanistes (Mably, Rabos, Moreau) pensent que la nation française a été constituée par l'union de la monarchie et du tiers-Etat.

Le deuxième point remarquable est la réapparition, dans l'imaginaire politique et intellectuel, d'un modèle qui est tout à fait absent du droit politique fondé par les légistes de la monarchie. Ce modèle, c'est celui de Rome antique. Dans la monarchie française, la doctrine du sacre, qui apparente le roi de France aux rois hébreux, a une dimension théologico-politique qui emprunte directement aux Ecritures. Et c'est, avant tout autre référence, une méditation sur les Ecritures, qu'il s'agisse de théoriciens d'église comme Bossuet ou de doctrinaires laïcs comme Jean Bodin, qui est au cœur du droit politique de la monarchie. Le modèle de la romanité réapparaît au 18^{ème} siècle. Voltaire, Montesquieu, Diderot s'intéressent comme l'anglais Gibbon à l'histoire du déclin et de

la chute de l'empire romain. L'exemple de la cité antique fascine à son tour les hommes de la Révolution, Saint Just et Robespierre, ne cessent de citer les Romains et de s'inspirer de la république romaine: on se tutoie, on s'appelle citoyen, on coiffe le bonnet phrygien...

Ce retour à la romanité fait d'abord ressurgir l'idéal de la nation en armes, réintroduit la dimension de la conquête. Il y a là un renversement du droit politique de la monarchie, qui conçoit l'unité du royaume comme une pacification. Le royaume est centré sur lui-même, il cherche à faire prévaloir son indépendance par rapport aux puissances extérieures, à défendre le «pré carré», à garantir la paix du royaume. Au contraire, le modèle romain fait ressurgir la guerre et la conquête. D'autre part, le modèle romain, entraîne l'éradication de la dimension théologico-politique, et en particulier de la dimension chrétienne. Gibbon, qui est très lu au 18^{ème} siècle, déplore à la fin de son livre sur le déclin et la chute de l'empire romain le «triomphe de la barbarie et de la superstition». Ce que l'on admire dans Rome, c'est la tolérance mais aussi l'absence de dimension spirituelle.

Il y a aussi, dans cette fascination, une certaine indifférence aux droits individuels: à Rome, il n'y a pas de droits de l'homme, pas de droit à la sûreté. Mais surtout, au cœur de la fascination pour la Rome antique, il y a la haine du despotisme, c'est à dire du gouvernement. Cette haine du gouvernement est prédominante chez les hommes de la Révolution. Il y a chez eux la volonté de retrouver le peuple-Etat, l'indistinction entre le peuple et le gouvernement, dans le refus de la séparation entre la société et l'Etat.

On la retrouve dans les statuts du gouvernement révolutionnaire de la Terreur proposés par Saint-Just et elle rend compte de la justesse de l'amère prédiction de Vergnaud, malgré l'incrédulité tour à tour professée à son endroit par Danton et par Saint-Just: «La République est comme Saturne, elle dévore ses enfants». Et dans ce rejet de tout gouvernement et de toute séparation de la société civile et de l'Etat, le principe d'une insécurité généralisée non seulement des individus privés mais aussi des hommes publics.

J'insiste sur ces points car le sentiment national fondé sur le modèle romain va créer la logique du droit des peuples, qui est aujourd'hui incontournable, mais qui n'est pas tout à fait la même que l'ancienne logique du droit politique classique. La nation est pensée dans cette logique du droit des peuples et je pense, comme certains historiens des idées, que des antécédents directs du nationalisme allemand se trouvent en France.

Propos recueillis par
Bertrand Renouvin

Bicentenaire

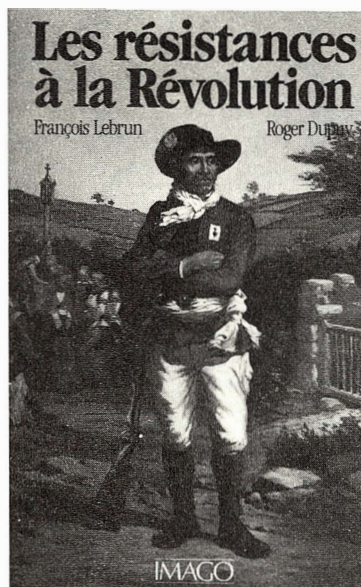
Les résistances à la Révolution

Gâce au travail de François Lebrun et de Roger Dupuy, les éditions Imago viennent de publier en un volume les actes du colloque de Rennes consacré aux «résistances à la Révolution» (1). Le pluriel est significatif. De même qu'il n'y a pas eu une Révolution, bloc homogène, il n'y a pas eu Une Contre-Révolution. L'unification de l'une et de l'autre, leur fusion respective en deux ensembles cohérents, l'affirmation de leur antagonisme irréductible, tout cela n'est qu'une création postérieure, fruit de rivalités idéologiques et produit de simplification tendancieuses. Cela ne signifie pas que l'idée de Révolution et l'idée de Contre-Révolution ne sont que des fantaisies - elles sont au cœur même des combats politiques du XIX^{ème} siècle -, mais elles ne rendent pas compte de la réalité historique. C'est un des acquis de la méthodologie historique contemporaine que de s'être dégagée d'une politisation que toute vision globalisante rend inévitable. Sur ce point, on renverra à l'indispensable *Temps de l'Histoire* (2) du regretté Philippe Ariès.

Mais revenons à l'ouvrage. Réunissant de nombreuses communications sous des ru-

«La Révolution est un bloc», disait Clemenceau. Cette vision des événements révolutionnaires a fait long feu. Tous les historiens sérieux s'accordent à reconnaître leur profonde diversité. La Révolution est multiple, mais qu'en est-il de la Contre-Révolution ?

briques bien déterminées, il fait la démonstration éclatante de la diversité contre-révolutionnaire, une diversité qui est sans doute la cause de son échec. Suivant le lieu et le moment, la Contre-Révolution est aristocratique, bourgeoise ou populaire. Les émigrés, l'Armée Catholique et Royale, les fédéralistes lyonnais, les insurgés toulonnais, les «terroristes» provençaux ou les barbets niçois ont peut-être bien un ennemi commun, mais certainement pas le même objectif. Les émigrés rejettent toute la Révolution (on ne s'étonnera pas de la vigueur de leur idiotie politique sous la Restauration), les fédéralistes l'acceptent jusqu'à un certain point. Les motivations politiques ne jouent souvent qu'un rôle marginal. Ce sont les atteintes au catholicisme et l'instauration de la conscription qui rallieront à la Contre-Révolution une partie des couches populaires. Elle se nourrira aussi de la rivalité des villes et des campagnes. Les Comtadins et les Niçois se



battent contre la France et par fidélité à leur souverain, pour le Pape ou pour le roi de Sardaigne. Certaines régions dites contre-révolutionnaires sont des régions rebelles à tout pouvoir central depuis longtemps et qui ne manifestent aucun attachement à la personne du Roi. La bourgeoisie contre-

révolutionnaire n'aspire qu'à une tranquillité qui lui permettra de jouir des nouveaux privilèges acquis grâce à la destruction de l'Ancien Régime. L'insécurité économique devient aussi une motivation contre-révolutionnaire pour la petite bourgeoisie des villes. Mais, de tout cela, on ne voit se dégager aucun projet cohérent mais bien plutôt une somme de mécontentements divergents. Dans toute révolution, on finit toujours pas devenir le contre-révolutionnaire de quelqu'un, mais cela ne signifie pas que l'on devienne l'allié de celui d'hier ou de demain. Ce n'est pas un hasard si la dictature de Bonaparte apparaîtra à bien des contre-révolutionnaires comme un point final acceptable à la Révolution.

La prochaine célébration du bicentenaire de la révolution sera probablement prétexte à bien des élucubrations fantasmatiques sur la Révolution et la Contre-Révolution. Puisse ce genre d'ouvrage nous en préserver !

Patrick PIERRAN

(1) François Lebrun et Roger Dupuy, «Les résistances à la Révolution» Imago, 478 pages: 259 F franco.

(2) Philippe Ariès, «Le temps de l'histoire», Seuil, prix franco: 98 F.



Le foulard du millénaire.

Un foulard en twill de soie (90 cm x 90 cm) aux couleurs de l'ancien régime, frappé des armes de France illustrées des blasons armoriés des Provinces françaises.

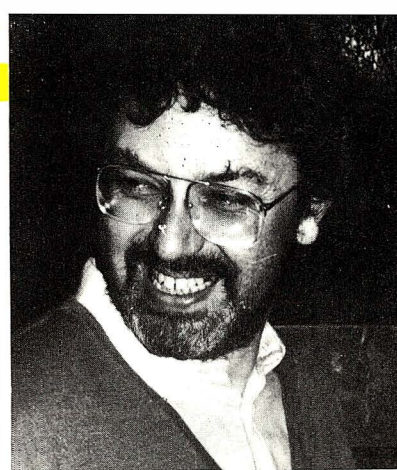
NOM/Prénom:

Adresse:

commande le «Foulard du millénaire» et verse pour cela la somme de 405 F (franco de port). Envoi sous huitaine par paquet recommandé. (Chèque à l'ordre de «Royaliste»).

Walesa, mémoires d'espoir

Gérard Leclerc



Depuis que l'électricien de Gdansk est devenu pour le monde entier l'homme de fer, l'histoire du XXe siècle n'a certes pas modifié sensiblement son cours (hélas !), elle n'en a pas moins découvert une virtualité inexploitée jusqu'alors ou plutôt un possible conçu comme chimérique et qui, en quelques mois, a fait la preuve de son aptitude à devenir réel. Depuis l'aube de ce siècle, nous avons été servis en révolutions rêvées ou accomplies, et sitôt accomplies dérapant dans le sang. Le livre de Hamon et Rotman nous livre le témoignage de la dernière Génération qui fut chez nous hantée par le grand mythe que quelques uns entretiennent aujourd'hui contre toute évidence. Mais entre ce mythe révolutionnariste et la révolution Walesa il y a toute la distance entre la cendre froide et la flamme intérieure qui s'alimente à une foi inextinguible.

Le chef de Solidarité n'est pas, à proprement parler, un mystique, si du moins on entend ainsi l'état de qui reçoit une expérience spirituelle hors du commun. Son christianisme radical nourri de la messe quotidienne est néanmoins central. Il est en rapport constant avec son sens inné de l'action et cette sorte de réalisme qui défie le réalisme que Bernanos exérait comme alibi des âmes faibles et du défaitisme. Surtout, il lui donne un regard sur l'autre, sur l'ordre social, qui lui évite les pires dérapages. C'est toute l'étonnante sagesse de ce chef ouvrier, que les événements de l'été 80 révélèrent aux observateurs quelque peu ahuris. Le refus de la haine, de la violence, la volonté de trouver toujours des solutions par le haut ne sont compatibles qu'avec une humilité fondamentale qui le distingue du volontarisme luciférien des léninismes et maoïsmes qui veulent tout changer.

Lui aussi, en certain sens. Mais pas n'importe comment. A tous ceux qui dans la foulée de l'éphémère victoire d'août 80 voulaient en découdre, « emportés par la fureur de tout nettoyer tout de suite », il posait la question : « Comment garantir que Malinowski (Dupont) sera à l'avenir effectivement meilleur que Kowalski (Durand) ? » Et de se rappeler ce qu'il disait déjà dans son précédent lieu de travail : « Moi-même, je ne suis pas irréprochable. Et vous ? La secrétaire emporte un stylo, tel autre l'ampoule du couloir, moi j'ai fauché une vis parce que j'en avais besoin et que je ne pouvais en trouver dans le commerce. Les gens sont comme ça : chacun chapardait selon ses possibilités et ses moyens. Que faire maintenant ? Mettre en prison ? Ne pas cesser de régler des comptes ? Je vais vous dire dans quelle situation nous sommes : si, de ce mur de soutienement, on tire encore une brique de plus, tout va nous retomber sur la tête. Et à ce moment nous serons coupables, alors qu'en vérité nous ne le sommes pas ! Je suis favorable à ce que ceux qui ont volé rendent discrètement leurs villas et leurs voitures ; nous passerons l'éponge. Nous devons maintenant nous tendre la main, créer un bon syndicat, voilà ce qui est le plus important ».

Mais l'humilité et la sagesse ne vont jamais contre sa prodigieuse énergie, elle la canalisent, l'ajustent plus efficacement aux nécessités du combat. Homme de fer, le titre de Wajda n'est pas usurpé, il correspond à la lettre à la personnalité de cet étonnant bonhomme qui, au sein du monde ouvrier, accède à une sorte de royauté. Walesa cela vous sonne un peu comme Valois - il n'oublie d'ailleurs pas que son pays eut quelque temps à sa tête notre Henri III qui dut s'arracher aux Polonais pour saisir la couronne de France. Sa couronne à lui, il l'a gagnée sur le terrain, dans ces fameux chantiers Lénine dont il fut chassé et où il réapparaît au premier signe de grève comme chef incontesté aux yeux de ses camarades.

L'étonnant est sans doute qu'il demeure à la tête du mouvement, au-delà des chantiers, de Gdansk et de sa région, pour toute la Pologne. C'est que sa légitimité n'est pas usurpée, il l'a conquise de haute lutte et le consentement général des millions d'adhérents de Solidarité lui est acquise. Pourtant, d'autres auraient pu revendiquer la place - et certains l'on fait - en se prévalant de mérites incontestables. Après tout, un Kuron, un Michnik avaient une culture, une aptitude à l'analyse générale et à la théorisation qu'il ne possédait pas. Avait-il les épaules assez larges pour, de meneur d'une grève locale, si déterminante fût-elle, devenir le stratège d'un mouvement qui défiait au-delà du pouvoir bien fragile de Varsovie (celui de Gierk) l'empire soviétique ? Certains en doutèrent. Ils avaient tort. La façon dont il avait mené le combat à Gdansk le désignait naturellement pour prendre les commandes de Solidarité. Au demeurant, les intellectuels il saurait en faire autant de conseillers.

L'échec de 70 l'avait aguerri. Travailleur parmi les travailleurs, il comprenait mieux que les intellectuels la façon de mener une lutte de masses. Il possédait au surplus l'intelligence de l'adversaire, de ses ruses. Une fois l'offensive lancée, il ne lâcherait pas, fédérant autour de lui tous les ateliers et toutes les tendances, obligeant les responsables de l'Etat à négocier avec lui, point par point. On se souvient de ces heures des chantiers Lénine où la discussion était retransmise par haut-parleur, où tous les points acquis étaient immédiatement consignés par écrit. Walesa dirige le débat souverainement. Il est implacable avec l'adversaire et pourtant toujours courtois. Dans la victoire, il n'humilie jamais. Question d'éthique personnelle mais aussi de réalisme profond.

Les solutions radicales, le renversement total du régime, l'effacement du parti sont impensables. Il faut donc ruser, faire évoluer les situations avec le sens du possible. Le champ de manœuvre est étroit. « Un pas d'un côté ou de l'autre me séparerait de l'éclatement du syndicat ou de la compromission du pur idéal de Solidarnosc. Or la force de Solidarnosc devait consister à surmonter dans la pratique les divisions politiques si caractéristiques de la Pologne, mais aussi de tout le bloc des pays dits socialistes ». Il n'était pas question de mettre en cause la légitimité du régime. « Ce type de raisonnements consiste à vouloir rejeter l'adversaire hors du ring au lieu de tenter de l'affronter à l'aide d'arguments, d'idées, de conceptions, ce qui laisse toujours une chance de rester sur un terrain humain, celui de la compréhension et de la possibilité d'accord ».

On pourra objecter que le général Jaruzelski a rendu vains ces beaux espoirs par son coup de force. Mais l'échec possible et même probable ne saurait pour une âme forte comme celle de Walesa s'opposer à la nécessité éthique de la tâche à accomplir. Le pire serait de se résigner, au risque de briser l'espoir des générations à venir. Aussi est-ce par un formidable acte d'espérance que le fondateur de Solidarité conclut son autobiographie, alors même qu'il évoque le martyre du Père Jerzy Popieluszko : « En te disant adieu, serviteur de Dieu, nous te promettons de ne jamais courber le dos sous la répression, de rester solidaires au service de la Patrie, de répondre au mensonge par la vérité, au mal par le bien ».

Gérard LECLERC

Lech Walesa, Un chemin d'espoir, autobiographie, Fayard, prix franco : 130 F.

Messenger

La république des esprits

Une nouvelle revue vient de paraître. Elle s'impose d'emblée par l'ampleur de son ambition et par la qualité de son contenu.

L'Europe vit aujourd'hui dans la méconnaissance et dans l'oubli de ce qu'elle est. On croit la trouver à Bruxelles, on n'y rencontre qu'une bureaucratie. On ne cesse de célébrer des « étapes historiques » sur la voie de sa construction, alors qu'il s'agit de compromis techniques, difficilement obtenus, toujours révisables et peu respectés. Aussi est-il tentant de conclure que l'Europe n'existe pas...

C'est à ce moment de doute ou de mépris que l'Europe est redécouverte, dans sa dimension spirituelle, culturelle au sens vrai du terme - la seule qui lui donne unité et identité. L'Europe est bien autre chose qu'un problème technique qui serait à résoudre technocratiquement. Et cette communauté n'a pas la plénitude de son existence si on retranche cette part d'elle-même, centrale et non de l'Est, qui est aujourd'hui asservie.

Cette vérité qui est affirmée depuis des années à Prague, à Budapest, à Varsovie, a fini par être entendue. Et Le Messenger européen (1), que dirige Alain Finkelkraut, s'est fixé pour tâche de rétablir le dialogue et de renforcer les liens dans l'Europe divisée par Yalta afin de « reconstituer ainsi une communauté européenne au sens premier de république des esprits ». Dans sa présentation austère, sous l'apparence d'une revue « pour intellectuels », le premier numéro du Messenger européen aborde des questions décisives, passionnantes pour qui s'intéresse à l'histoire et au destin de l'Europe.

- D'abord Heidegger, sa réflexion sur la technique et les relations controversées que le

philosophe entretient avec le national-socialisme. La parole est donnée au philosophe (son entretien avec le Spiegel de 1976), que commente Jan Patočka. Puis Elisabeth de Fontenay se livre à une longue, minutieuse et convaincante analyse de la question posée par le silence de Heidegger devant le génocide.

- Ensuite Fellini, interrogé par Finkelkraut, et mis en relation avec Kafka et Heidegger par Milan Kundera. Fellini, c'est le regard désabusé et pénétrant sur un monde moderne en proie à la volonté de puissance, fasciné par le simulacre de l'image télévisée et qui vogue vers le néant, comme le navire d'un de ses films.

- Enfin l'Europe centrale qu'interrogent un anonyme pragoise et Danilo Kis, tandis que Vaclav Belohrasky décrit l'Autriche impériale comme métaphore du destin de l'Occident. Si Vienne nous fascine tant aujourd'hui, c'est que « le monde de la précision et de la légalité, engendré par la réduction de l'être à la fonctionnalité pure, dévore le concret, la Terre, la vie, le langage humain, la réalité. Le mot Occident ne signifie plus aujourd'hui que l'omniprésence de cette menace. Ainsi la vieille Autriche, son crépuscule et son agonie, ses démons et la résistance qui leur est opposée, sont-ils devenus la métaphore du destin de l'Occident ».

C'est par un regard lucide porté sur son agonie que l'Europe a chance de se sauver.

B. LA RICHARDAIS

(1) Le Messenger européen, revue annuelle, N°1. Editions P.O.L. Prix franco 130 F.

Fête

En lice !

Jusqu'à Henri II, mort des suites d'un accident survenu au cours d'un tournoi, les anniversaires d'importance étaient toujours l'occasion pour les rois de convier à de grands tournois la fine fleur de la chevalerie française et européenne.

Au début du mois, pour célébrer le millénaire capétien, l'association Montjoie, présidée par Olivier Dejoux, en collaboration avec la mairie de Paris a eu l'heureuse idée de renouer avec ces traditions et a permis aux habitants de Paris et sa banlieue de vivre pendant dix jours à l'heure médiévale.

Tout commença le 31 mai par une « cavalcade » dans le centre

et représentant du conseil régional. Ce tournoi réunissait six équipes venues d'Angleterre, d'Espagne, d'Italie, de Pologne, de Suède et de France. Chaque soir quatre équipes s'affrontaient dans des épreuves diverses : la quintaine, la course à la bague, le fauconneau et les joutes. Ces épreuves se déroulaient selon des règles soigneusement reconstituées d'après la transcription qu'en



de Paris. Un maréchal de lice était venu demander à M. Tiberi, représentant Jacques Chirac retenu à Rouen pour fêter Jeanne d'Arc, les clefs de la ville sous l'œil attentif du Prince Jean, venu représenter le comte de Paris.

Puis le lendemain, débuta le premier tournoi international de chevalerie, dont la séance inaugurale était présidée par le Prince Eudes, entouré par Jean-Claude Colliard, représentant du Président de la République et de M. Santini, secrétaire d'Etat

avait faite le roi René au XVème siècle.

Ce spectacle haut en couleur - une centaine de chevaliers, écuyers, valets en de somptueux costumes, surmontés d'une forêt d'étendards multicolores et de heaumes étincelants - et plein de rebondissements fut une réussite complète. Après cette « première » organisée pour le millénaire, l'on ne peut que souhaiter le renouvellement d'un tel spectacle tous les ans.

Nicolas PALUMBO

MERCREDIS DE LA
N.A.R.

Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Mercredi 16 juin - Parfois discutable (comme le soulignait Gérard Leclerc dans *Royaliste* 19) mais toujours passionnante, la thèse que soutient **Alain ENKIELKRAUT** dans son dernier livre «*La défaite de la pensée*» mérite discussion. D'élite de la pensée déclare Finckelkraut, qui constate qu'on propose de plus en plus l'universalité de la pensée aux cultures particulières. Cultures présentées comme affirmation d'une différence absolutisée. Et c'est cette différence qui sert souvent d'argument et d'alibi aux adversaires de toute société pluri-culturelle.

Mercredi 24 juin - Ce sera bien la première fois que l'on invite un «*Mercredis*» un policier pour nous parler de son métier ! Mais il est vrai que **Bernard ELEPLACE** n'est pas un «*flic*» comme les autres. Responsable du syndicat majoritaire dans la police, il vient écrire «*Une vie de flic*» qui trace son itinéraire personnel où il expose comment des pratiques policières - trop souvent habituelles - entrent en conflit avec ses convictions démocratiques. Sa conception du rôle et des devoirs des policiers l'a souvent mis en opposition avec le pouvoir en place. L'on se souvient qu'à plusieurs reprises, ses déclarations frassantes ont fait faire la grimace aux tenants de «*l'ordre à tout prix*».

Minitel

C'est bien parti !

L'annonce de notre projet d'un service de documentation royaliste sur minitel n'est pas passée inaperçue ...

De nombreux lecteurs déjà nous ont fait parvenir leur participation à la souscription lancée pour financer ce projet annoncé dans le dernier numéro de «*Royaliste*». Si ce rythme continue, nous pourrions commencer à fonctionner dans le courant du mois de juillet.

Si l'on en juge par le nombre des questions posées, nos amis s'interrogent aussi sur le fonctionnement pratique de ce service. Pour satisfaire leur curiosité voici quelques explications. Notre documentation sera consultable par tous les détenteurs de minitel (rappelons qu'à la fin de l'année 87, il est prévu que chaque abonné au téléphone pourra disposer d'un minitel gratuitement). Il leur suffira d'appeler le 36 15 et de composer notre code d'accès spécifique. Nous ferons connaître, le moment venu, ce code d'accès par le journal, ainsi que par divers moyens publicitaires adaptés (autocollants, etc).

Le service comportera plusieurs volets. D'abord une partie strictement documentaire (une dizaine d'écrans environ) qui donnera les renseignements généraux sur la N.A.R., ses buts, son projet, son organisation, ses moyens. Ensuite une partie «*actualité*» (une dizaine d'écrans aussi) dans laquelle nous pourrions faire connaître notre jugement sur l'actualité politique et donner des renseignements pratiques sur nos activités (réunions, sommaires de nos différentes publications, etc). Un troisième volet sera consacré aux «*questions/réponses*» : les utilisateurs pourront nous poser toutes questions qu'ils souhaitent et, sous 48 heures, ils auront réponse à leur demande. L'ensemble questions et réponses sera public et pourra être lu par tout le monde.

Enfin une dernière partie sera constituée par un service «*boîtes aux lettres*» destiné au courrier personnel et confidentiel entre la N.A.R. et les utilisateurs qui nous permettra, entre autres, de recueillir les noms et adresses des personnes désireuses d'avoir une réponse écrite ou de nous donner leur adhésion.

Voici rapidement brossées les possibilités du projet «*minitel royaliste*» qui verra le jour prochainement si vous nous en donnez les moyens.

Rappelons que nous avons estimé à 30 000 F environ le coût du service et de la campagne de promotion qui doit accompagner sa création. C'est cette somme -relativement modeste- que doit nous fournir la souscription actuellement lancée. Adressez-nous votre participation (chèque à l'ordre de ROYALISTE, CCP 18 104 06 N, Paris) en précisant «*opération minitel*».

Grâce à vous nous devons réussir !

Yvan AUMONT

François PERROUX

Alors que nous bouclions ce numéro, nous est parvenue la nouvelle de la mort de notre ami le professeur François Perroux. Peu connu du grand public, François Perroux était un économiste réputé, de renommée mondiale. Royaliste convaincu, il nous avait fait l'amitié de nous accorder - à de nombreuses reprises - des entretiens pour notre journal. Dans notre prochain numéro, nous lui rendrons l'hommage qu'il mérite.

En souscription

Un livre sur la légitimité dynastique. Cette étude d'Hugues Troussat sur les règles de dévolution de la couronne donne un éclairage nouveau sur la question. Elle paraîtra en septembre prochain aux Editions Roissard et comportera environ 160 pages avec une quarantaine de gravures. Le prix de souscription (jusqu'au 1^{er} septembre) est de 125 F + 10 F de port. Les souscriptions sont à adresser à «*Royaliste*».

La gravure du millénaire. A l'occasion du millénaire, le peintre Georges Mathieu, homme de tradition, a réalisé une œuvre originale intitulée «*le millénaire capétien*». Une partie substantielle des produits de la diffusion sera versée à la Fondation Condé. Seules 200 gravures numérotées et signées par Mathieu ont été tirées sur papier Velin d'Arches (format 56 x 76 cm) au prix de 3040 F franco. D'autre part une magnifique reproduction de cette œuvre a été tirée à 1500 exemplaires sur papier couché mat au prix de 390 F franco. Commandes à «*France Art Litho*» B.P. 10, 77421 Marne-la-vallée cedex 2.

La gravure du Millénaire





Une présidence plus arbitrale ?

A un an de l'élection présidentielle, voici que s'ouvre la réflexion sur «l'après-cohabitation». Ce n'est d'ailleurs pas une mauvaise chose. Plutôt que les sempiternelles supputations sur les chances de tel ou tel candidat, mieux vaut un vrai débat sur l'avenir de nos institutions. A cet égard, les analyses de Laurent Fabius méritent attention, même si elles nous laissent finalement sur notre faim.

Dans l'entretien qu'il a accordé au «Quotidien de Paris» (1), l'ancien Premier ministre estime que la période de cohabitation laissera des «traces»: *«il est probable, précise-t-il, que la fonction présidentielle demeurera plus arbitrale qu'avant. Le rôle du premier ministre sera renforcé. La cohabitation aura permis le développement de nouvelles zones d'accord qui lui survivront».*

Laurent Fabius a raison. La cohabitation est, sur le plan institutionnel, une expérience positive, qui apporte un net démenti à ceux qui, à gauche comme à droite, annonçaient sa conclusion rapide et brutale. Non seulement la coexistence entre l'Elysée et Matignon a résisté aux désaccords et aux tempêtes politiques, mais elle a en outre permis un rééquilibrage entre les pouvoirs et contribué à une définition plus claire des domaines respectifs du Président et du Premier ministre. Et Laurent Fabius a encore raison de souligner que ce rééquilibrage avait été amorcé au temps des gouvernements de gauche, puisque le Président avait donné une autonomie croissante à Matignon dans le domaine économique et social.

UNE RIVALITE INDEPASSABLE

Mais l'avenir ? Laurent Fabius évite les questions essentielles lorsqu'il estime que *«l'évolution principale (...) concerne les rapports entre l'exécutif et le législatif, et lorsqu'il se contente d'affirmer que les relations au sein de l'exécutif dépendront de celui qui sera élu en 1988. Sans doute, Raymond Barre serait-il un président plus autoritaire que l'actuel. On peut prévoir que Jacques Chirac serait comme d'habitude fort embarrassé puisqu'il a revendiqué un accroissement des pouvoirs du Premier ministre. Et François Mit-*

terrand accentuerait probablement le caractère arbitral de la fonction présidentielle.»

Ces prévisions sensées ne permettent pas de poser clairement le problème majeur de nos institutions, qui tient à la rivalité obligée entre le Président et le Premier ministre. Pour conserver la charge suprême, pour conquérir celle-ci, l'un et l'autre sont incités à sortir du rôle pour lequel ils ont été élus, à vivre en quelque sorte une double vie. Le chef de l'Etat, désigné comme arbitre, peut être tenté de devenir candidat avant le terme ou de préparer l'élection d'un homme de son camp. A cette ambiguïté de la fonction présidentielle correspond celle du Premier ministre, qui est à la fois chef du gouvernement et candidat potentiel ou déclaré à la Présidence. Cette rivalité est particulièrement visible en période de coexistence. Il faut se souvenir qu'elle a aussi existé lorsque le chef de l'Etat et le chef du gouvernement étaient de la même couleur politique.

Nous avons la chance d'avoir aujourd'hui un Président qui refuse de se décider avant l'heure, afin d'accomplir jusqu'au bout sa mission. Mais rien ne dit que son éventuel successeur aurait la même rigueur. Et tout porte à croire que le futur premier ministre sera tenté de devenir «présidentiable», avec tous les inconvénients qu'une telle ambition comporte: hâte excessive dans l'exécution du programme, qui conduit à piétiner les droits du Parlement; sollicitude trop appuyée à l'égard de telle ou telle clientèle dans l'oubli de l'intérêt général, report de mesures indispensables mais trop coûteuses sur le plan électoral; désir d'empiéter sur le domaine présidentiel...

La question de la rivalité au sein de l'exécutif ne se pose pas en termes d'étiquette. Ni la droite ni la gauche ne peuvent échapper à cette logique, qui contredit la vocation arbitrale du chef de l'Etat ou fait peser un soupçon

permanent sur la manière dont il assume sa fonction, et qui trouble ou dénature la fonction gouvernementale.

CONDITIONS DE L'ARBITRAGE

Cette difficulté, consubstantielle aux institutions de la 5^{ème} République, n'est pas théorique. L'arbitrage douteux ou défaillant et le conflit entre les deux pôles de l'exécutif font peser une menace permanente sur l'unité du pays, sur la continuité de l'action étatique, et sur la justice dont le pouvoir doit poser les conditions.

Dès lors, nous ne pouvons nous contenter de souhaiter une présidence «plus arbitrale», en pariant sur le sens de l'Etat de telle ou telle personnalité. Il s'agit d'épuiser le conflit, de dépasser la rivalité en posant les conditions d'un arbitrage vrai:

- Il faut que le chef de l'Etat ne soit plus l'élu des uns contre les autres, car nul ne peut être pleinement arbitre et en même temps engagé dans les conflits entre les familles politiques et entre les groupes sociaux.

- Il faut que le chef de l'Etat n'ait pas à se soucier de sa réélection ou de sa succession, afin qu'il puisse se consacrer entièrement à sa tâche de mainteneur de l'unité, de garant de la justice et de la liberté.

- Il faut qu'il dispose de l'indépendance nécessaire et qu'il puisse mener une action de longue durée dans les domaines qui lui sont propres.

Réunir ces trois conditions suppose que nos institutions évoluent vers une forme monarchique et achevée. Il n'y a là aucune impossibilité pratique puisque l'idée monarchique est déjà présente dans la Constitution, ni danger autoritaire puisque l'arbitrage réalisé permettrait une relation équilibrée entre les pouvoirs, sans risque de conflits d'attributions, d'empiètements et d'usurpations. La monarchie, garante de l'alternance paisible et de l'efficacité propre à chacun des pouvoirs, législatif et gouvernemental... Par delà les luttes partisans, voici un sujet commun de réflexion.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le Quotidien de Paris, 29 mai 1987